Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 26 octobre 2017

À la une

Parce que les campagnes de sensibilisation sur les violences sexistes et sexuelles ont toujours pris le parti de s'adresser à celles qui en sont les victimes, Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, choisit de braquer l'attention sur les auteurs, les agresseurs, via une campagne de communication lancée ce jeudi 26 octobre. Mettre une main aux fesses d'une inconnue, embrasser une personne sans son consentement, injurier une femme dans la rue sont autant d'actes que beaucoup pourraient encore considérer comme mineurs ou sans gravité. Et bien non !

Cette campagne d'information en ligne est destinée en premier lieu à rappeler que TOUT acte d'agression sexuelle et sexiste est puni par la loi, et peut être sanctionné d'une amende et d'une peine de prison. Concrètement, cinq animations interactives présentent des situations d'agressions à caractère sexiste ou sexuelle et appellent à la mobilisation du public. Pour que cessent les agissements sexistes et sexuels à l'égard des femmes et que la honte change de camp, le secrétariat d'État en charge de l'Égalité entre les femmes et les hommes invite à partager cette campagne.

Études et statistiques

Nous signalions (veille du 24 octobre) la publication de l'« Index de l'égalité des sexes dans l'Union européenne » par l'**Institut européen pour l'égalité de genre** (EIGE). On note dans cette mise à jour 2017 une progression notable et positive de la France. En effet, entre 2005 et 2015, le score de notre pays est passé de 65,2 points en 2005, à 67,5 en 2010, à 68,9 en 2012 et enfin à 72,6 points en 2015. La France passe ainsi de la 7e place en 2012 à la 5e en 2015 gagnant 7,4 points en dix ans. Elle se situe alors au-dessus du score global de l'Union européenne qui est de 66,2 points en 2015. La 1ère position revient à la Suède avec 82,6 points suivi du Danemark avec 76,8 points. Cette progression s'explique par la mise en œuvre d'une politique française volontariste.

Nomination

Par arrêté du 24 octobre (**Journal officiel** du 26 octobre), Hélène FURNON-PETRESCU, administratrice civile hors classe, est nommée cheffe de service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes à la direction générale de la cohésion sociale à compter du 1er novembre.

Parlement

Le **Sénat** a diffusé un communiqué pour annoncer la composition et l'installation du « groupe de travail sur les infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs » (veille du 24 octobre). Le groupe de travail examinera les questions posées par les propositions d'évolutions concernant les délais de prescription des infractions sexuelles commises à l'encontre des mineurs et l'instauration d'une présomption de contrainte dans la caractérisation des infractions d'agressions sexuelles et de viols commis sur mineurs.

Associations

Il y a cinq ans, l'**Association de recherche sur le genre en éducation et formation** (ARGEF, synthèses des 26 octobre 2012 et 9 mai 2017), a été créée dans le but de fédérer les dynamismes et les énergies au sein d'un groupe de recherches interdisciplinaires sur le genre en éducation et formation. Poursuivant cette finalité, l'ARGEF passe à une nouvelle étape en créant une revue scientifique accessible en ligne : **GEF**, pour « Genre Éducation Formation ». GEF vise à rassembler des articles scientifiques le plus souvent disséminés dans différentes revues et à soutenir la publication d'articles en sciences de l'éducation adoptant une approche de genre et/ou visant à apporter des connaissances académiques ou professionnelles sur les questions de genre. Le premier numéro paraitra en décembre.

Agenda

Un colloque international sur le thème « Violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur et la recherche : de la prise de conscience à la prise en charge » se tiendra à l'Université Paris-Diderot le **lundi 4 décembre**. « *Depuis plusieurs années, dans le monde universitaire, des associations telles le Clasches (Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur), puis l'Anef (Association nationale des études féministes) et plus récemment la CPED (Conférence permanente des chargé·e·s de mission égalité, diversité ou mission assimilée) ont dénoncé les situations de harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur ainsi que l'indifférence et l'inaction qu'elles rencontraient* », soulignent les organisatrices de cette rencontre ouverte à l'ensemble des membres de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi qu'aux acteurs et actrices concerné·e·s par la thématique.

Le 17e Colloque Annuel de l'Association **Femmes & Sciences** sera organisé à Montpellier le **vendredi 10 novembre** prochain sur le thème « Mentorat, Coaching & Accompagnement professionnel des femmes scientifiques dans le public et dans le privé ». Ce Colloque, organisé sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avec le soutien de nombreux partenaires, fera « *un état des lieux des besoins et des moyens développés pour guider les femmes scientifiques au cours des différentes étapes de leur carrière, cette problématique constitue d'ailleurs une préoccupation centrale aux niveaux européen et mondial* ».

Revue de presse

AFFAIRE WEINSTEIN – La « *déferlante médiatique* » continue, c'est **Valeurs Actuelles** qui le dit sous le titre « *La guerre des sexes 3.0* ». Mais visiblement l'hebdomadaire le regrette et estime que cela montre « *toutes les outrances dont est capable une société invertébrée* ». Pour l'hebdomadaire d'extrême droite, il s'agit d'un « *feuilleton vindicatif et crapoteux* ». Signalons aussi que le philosophe controversé Alain FINKIELKRAUT est taclé dans **L'Humanité dimanche** comme « *un nostalgique de l'impunité des harceleurs* ». Certaines de ses déclarations, déjà analysées par Irène THÉRY dans sa tribune du **Monde** le 22 octobre, sont en effet suspectes. Thomas SCHAUDER, professeur de philosophie, en parle dans une tribune sur le site du **Monde**, et voit « derrière la polémique, un fait social ». Selon lui, « *le nombre de témoignages sur le harcèlement sexuel est la preuve que nous n'avons pas affaire à des déviances marginales* ». Nous avons encore beaucoup d'articles à signaler. **L'Humanité** consacre ses pages « Débats & Controverses » à « *la question des dominations au travail* ». Elles ne sont « *pas seulement le fait de supérieurs hiérarchiques* », rappelle Marie ALLIBERT, porte-parole d'**Osez le féminisme !** ; « *la subordination salariale aggrave la domination patriarcale* », estime Aymeric SEASSAU du PCF ; ce sont « *des violences au cœur des inégalités* », souligne Céline VERZELETTI de la CGT. **L'Humanité dimanche** donne des conseils pour faire « *respecter la loi* » au travail, mais d'un autre côté, voit « *le gouvernement dans une voie sans issue* » en ce qui concerne le harcèlement de rue. L'hebdomadaire s'interroge sur l'intérêt d'une loi spécifique à la question, et regrette que l'on montre du doigt « *les quartiers difficiles* ». **Challenge** estime que la parole est maintenant aux entreprises. « *Tous les secteurs sont concernés* », rappelle l'hebdomadaire, mais « *il reste aux managers à se saisir du sujet* ». « L'hôpital n'échappe pas non plus au harcèlement », titre **France Info** qui revient sur l'interview donnée par Agnès BUZYN au **Journal du Dimanche** le 22 octobre. « *Harcèlement sexuel : la fin du silence ?* », se demande **Le Pèlerin**. Le magazine chrétien souligne qu'il-y-a « *de quoi soulever la chape de plomb qui pèse sur un problème trop souvent étouffé* », alors que **La Vie** s'exclame : « *Écoutons ces femmes !* ». Signalons enfin que plusieurs journaux, comme **Le Monde**, ont évoqué le « parasitage » par l'affaire WEINSTEIN de la sortie du dernier disque d'ORESLAN ou de la rétrospective POLANSKI. Pour terminer ce sujet, signalons trois vidéos du mouvement « It's on us », qui reprennent les phrases justificatives utilisées par les harceleurs ou agresseurs sexuels pour justifier des comportements inapproprié dans la vie courante. « Une campagne intelligente et bien tournée qui veut faire prendre conscience de la responsabilité des coupables », indique le **Huffpost** (22 octobre).

ENTREPRISES – « *Plutôt patronnes que chômeuses !* », **Le Parisien** du 24 octobre faisait un zoom sur trois demandeuses d'emploi qui ont décidé de créer leur propre activité. Le quotidien indique qu'« *entre 2013 et 2016, la part des femmes créatrices d'entreprises est passée de 30 % à 40 %* ».

SUGAR DADDY – Un tollé pour dénoncer « *Des pubs incitant à la prostitution étudiante à Paris* » (**Libération**). En effet, un camion publicitaire vantant un site incitant à la prostitution (sous couvert de « *mise en relation* » entre étudiantes et hommes riches) a fait le tour des universités parisiennes depuis mardi. Le camion a été saisi ce jour et les responsables du site sont entendus par la police.

CABINETS MINISTÉRIELS – Acteurs publics (24 octobre) constate que « Les cabinets ministériels restent plutôt masculins ». En effet selon le magazine spécialisé « *les femmes n'occupent que 38 % des postes dans les cabinets ministériels du gouvernement d'Édouard Philippe et peinent à investir le cercle très fermé des directrices de cabinet* ».

VOILE INTÉGRAL – Au Québec un texte prévoit l'obligation pour les fonctionnaires et les usagers des services publics de découvrir leur visage : « *Une loi contre le voile intégral critiquée* » (**Le Monde**), « *Une loi contre le niqab divise le Canada* » (**Le Figaro**).

Photos © DR - **Direction générale de la cohésion sociale -** Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes
dgcs-sdfe-synthese@social.gouv.fr – http://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/